ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de l'Intérieur, le 17 septembre 1974, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "relatif au statut des régies d'agglomération et de fédération", a donné le 28 octobre 1974 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 17e september 1974 door de Minister van Binnenlandse Zaken verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende het statuut van de agglomeratie- en federatiebedrijven", heeft de 28e oktober 1974 het volgend advies gegeven :

OBSERVATIONS GENERALES.

Article 1er.

En ce qui concerne les alinéas 2 et 3 : le conseil d'agglomération ou de fédération n'a pas compétence pour établir un règlement qui fixerait les règles de la gestion des régies. Ce pouvoir est attribué au Roi par l'article 59 de la loi citée au texte.

Il ne lui appartient pas non plus de fixer le statut du personnel de la régie.

Le conseil ne peut qu'établir un règlement qui détermine l'objet de la régie dont la création est proposée au Roi et les règles de son organisation interne ainsi que les délégations de pouvoirs prévues à l'article 7.

Article 7, alinéa 1er.

La référence à l'article 42 de la loi du 26 juillet 1971 est superflue et peut être omise sans inconvénient.

Article 8, alinéa 2.

On doit se demander si le fait que les régies peuvent disposer d'une encaisse commune ne sera pas de nature à entraîner des difficultés pratiques quant au contrôle.

.../...

Article 10.

L'ordre logique des dispositions du projet serait mieux assuré si l'article 10 était inséré après l'article 30.

Au surplus quant au a), selon les intentions du Gouvernement, le fonds de réserve même s'il atteint 10% du capital ne peut être utilisé que pour combler des pertes éventuelles de la régie; quant au b), il est proposé de le rédiger comme suit :

b) une somme dont le montant est fixé par le conseil sur proposition du collège, destinée à alimenter un fonds éventuel de réinvestissement.

Article 13, alinéa 2 (article 14 du projet).

Alors que l'arrêté en projet fixe les règles d'élaboration du budget, de son approbation et de son contrôle, l'article 14, alinéa 2, en prévoyant en termes généraux, que "Les allocations du chapitre des dépenses ne sont pas limitatives" enlève au budget toute portée obligatoire et le réduit à un simple élément de prévision dont les régies pourraient s'écarter.

Cette disposition, qui n'est pas conforme aux principes fondamentaux du droit budgétaire applicable aux services publics, devra être revue.

.../...

Article 23, alinéa 2 (article 24 du projet).

La phrase commençant par les mots "Avant de donner le visa ..." doit être rattachée au premier alinéa.

Article 25 (article 26 du projet).

L'Office dont il est question à cet article et dont la dénomination a varié doit être cité selon la dénomination utilisée dans la législation la plus récente, c'est-à-dire : Office des chèques postaux (loi du 6 juillet 1971 portant création de la Régie des postes).

*

Compte tenu de ces observations, le Conseil d'Etat propose le texte suivant qui tient également compte de certaines observations de pure forme qui ne nécessitent aucun commentaire et sur lequel le délégué du Gouvernement a marqué son accord:

.../...

"ARRETE ROYAL RELATIF AU STATUT DES REGIES D'AGGLOMERATION OU DE FEDERATION.

Vu la loi du 26 juillet 1971 organisant les agglomérations et fédérations de communes, notamment l'article 59;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition ...,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

1. De l'institution des régies.

Article 1er.-

L'organisation en régies ...

La proposition du conseil d'agglomération ou de fédération prévue à l'article 59 de la loi du 26 juillet 1971, sera accompagnée d'un règlement déterminant l'objet de la régie, les règles de son organisation interne ainsi que les délégations de pouvoirs prévues à l'article 7.

Article 2.-

A la date à partir de laquelle des services d'agglomération ou de fédération sont désignés pour être exploités en une régie, le collège d'agglomération ou de fédération dresse un inventaire général et établit un bilan de départ pour chacune de ces régies.

.../...

Article 3.-

Le bilan de départ comprend :

a. A l'actif :

1° La valeur actuelle des terrains, constructions, installations et matériel transférés à la régie, pour être incorporés dans son actif immobilisé.

2° la valeur au prix de revient des éléments d'actif destinés à la revente. Pour les biens dont le prix de revient ne peut être déterminé, il est tenu compte de la valeur fixée au 1°.

3° Les créances à recouvrer.

4° Les fonds mis à la disposition de la régie.

b) Au passif :

1° Les obligations non encore exécutées.

2° Les réserves transférées à la régie.

3° Les emprunts transférés à la régie.

4° Le montant des investissements que l'agglomération ou la fédération a déjà financés et pour lesquels elle entend se réserver le remboursement ou la perception d'un intérêt.

5° Le capital de la régie.

.../...

Articles 4 et 5.-

(texte du projet).

Article 6.-

Le conseil d'agglomération ou de fédération arrête le bilan de départ de la régie dans les trente jours suivant la date à laquelle il a été établi.

Ce bilan ... (texte du projet).

2. De la gestion des régies.

Article 7.-

La gestion et la surveillance journalières des régies peuvent être exercées au nom du Collège, par un ou plusieurs de ses membres spécialement délégués à cette fin.

(la suite comme au projet).

Article 8.-

(texte du projet - voir observation générale).

.../...

Article 9.-

Les régies procèdent à des amortissements à charge des résultats de l'exploitation ...

Lorsque le montant du remboursement des emprunts dépasse le montant des amortissements, la différence sera mise à charge du compte d'exploitation.

Article 10.-

(voir observations générales).

3. Des budgets des régies.

Article 10 (article 11 du projet).

Le conseil d'agglomération ...

Ces budgets sont séparés du budget des services généraux de l'agglomération ou de la fédération; ils sont rédigés en fonction du plan comptable prévu à l'article 16.

Lorsque des crédits sont destinés à la réalisation d'un programme s'étendant sur plus d'une année, les soldes non utilisés sont reportés au budget de l'exercice suivant.

.../...

Article 11 (article 12 du projet).

Texte du projet sauf à supprimer les mots "mutatis mutandis".

Article 12 (article 13 du projet).

(texte du projet).

Article 13 (article 14 du projet).

Alinéa 1er : texte du projet.

Alinéa 2 : voir l'observation sur l'article 13.

Article 14 (article 15 du projet).

Texte du projet à l'exception du d) qui devrait être rédigé comme suit :

d) Des paiements pour travaux, fournitures ou services;.

Article 15 (article 16 du projet).

Texte du projet à l'exception du c) qui devrait être rédigé comme suit :

c) Les impôts, taxes, redevances et rétributions de toute nature;

et du g) où la référence à l'article 10 doit être remplacée par une référence à l'article 30.

.../...

4. De la comptabilité des régies.

Article 16 (article 17 du projet).

Texte du projet, sauf à remplacer le futur des verbes par le présent et à remplacer, in fine de l'article, la référence aux articles 29 à 31 par une référence aux articles 28 à 31.

Articles 17 et 18 (articles 18 et 19 du projet).

Texte du projet.

Article 19 (article 20 du projet).

Texte du projet, sauf à remplacer à l'alinéa 1er l'expression "certaines branches de recettes et de dépenses" par "certaines recettes et dépenses", à supprimer à l'alinéa 2 le mot "susvisé" et à remplacer, à l'alinéa 3, les mots "dont question" par "prévus".

Article 20 (article 21 du projet).

La gestion des stocks et matières de la régie est tenue en unités. Elle est confiée à un agent désigné, sous le nom de magasinier de la régie, par le conseil d'agglomération ou de fédération.

Cet agent a pour mission ...

La situation des matières et des stocks est vérifiée conformément à l'article 27.

.../...

Article 21 (article 22 du projet).

Texte du projet.

Article 22 (article 23 du projet).

Les doubles des factures ... par les encaisseurs prévus à l'article 19.

Les factures font mention du numéro du compte de chèques et virements postaux de la régie auquel les versements ou virements doivent être effectués ainsi que du numéro d'immatriculation à la taxe sur la valeur ajoutée.

Article 23 (article 24 du projet).

Lorsqu'elles ne résultent pas de contrats ou adjudications préalables à l'engagement, les dépenses pour travaux, fournitures et services donnent lieu à l'émission de bons de commande; ceux-ci sont visés par le ou les délégués du collège d'agglomération ou de fédération avant leur mise à exécution.

Ces bons mentionnent le service qui propose la dépense ainsi que la destination de celle-ci. Avant de donner le visa préalable à l'engagement, le ou les délégués peuvent, dans tous les cas, soumettre la proposition au collège précité.

Lorsque la dépense est ...

Les adjudications et contrats sont ... de l'agglomération ou de la fédération.

.../...

Article 24 (article 25 du projet).

Texte du projet, sauf à remplacer aux alinéas 2 et 3 le mot "liquidation" par le mot "paiement" et à remplacer à l'alinéa 4 la référence à l'article 20 par une référence à l'article 19.

Article 25 (article 26 du projet).

Texte du projet - voir observation générale.

Article 26 (article 27 du projet).

Texte du projet, sauf à écrire, à l'alinéa 2 : "entrant dans le cadre ...".

Article 27 (article 28 du projet).

Texte du projet, sauf à remplacer la référence à l'article 21 par une référence à l'article 20.

Article 28 (article 29 du projet).

Texte du projet, sauf à remplacer, à l'alinéa 2, la référence à l'article 17 par une référence à l'article 16.

Article 29 (article 30 du projet).

Texte du projet.

.../...

Article 30 (article 10 du projet).

Voir observations générales sur l'article 10.

Article 31.-

Texte du projet.

Article 32.-

Texte du projet, sauf à remplacer la référence à l'article 10 par une référence à l'article 30.

Article 33.-

Texte du projet.

Article 34.-

Les livres, documents et pièces concernant la gestion de la régie peuvent être consultés sans déplacement et en tout temps par les délégués de l'autorité de tutelle.

Articles 35 et 36.-

Texte du projet".

ALGEMENE OPMERKINGEN.

Artikel 1.

In verband met het tweede en het derde lid moet worden opgemerkt dat noch de agglomeratieraad noch de federatieraad bevoegd is om een reglement uit te vaardigen tot vaststelling van de regelen inzake het beheer van de bedrijven. Artikel 59 van de in de tekst genoemde wet draagt die bevoegdheid aan de Koning op.

Het vaststellen van het statuut van het personeel van het bedrijf behoort evenmin tot de bevoegdheid van die raden.

De raden kunnen alleen een reglement uitvaardigen dat het doel bepaalt van het bedrijf waarvan de oprichting aan de Koning wordt voorgesteld, alsook de regelen inzake interne organisatie van het bedrijf en de in artikel 7 bedoelde opdrachten van bevoegdheid.

Artikel 7, eerste lid.

De verwijzing naar artikel 42 van de wet van 26 juli 1971 is overbodig en kan zonder bezwaar vervallen.

Artikel 8, tweede lid.

De vraag is hier of het feit dat de bedrijven over een gemeenschappelijke kasvoorraad kunnen beschikken in de praktijk geen moeilijkheden voor het toezicht zal opleveren.

.../...

Artikel 10.

Voor een logische volgorde van de bepalingen van het ontwerp zou artikel 10 beter na artikel 30 komen.

Wat bovendien de tekst onder a) betreft, ziet de Regering het zo, dat het reservefonds, ook al bereikt het 10 t.h. van het kapitaal, alleen mag worden gebruikt om eventuele bedrijfsverliezen te dekken; voor de tekst onder b) wordt de volgende lezing voorgesteld :

"b) een som waarvan het bedrag door de raad, op voorstel van het college, wordt bepaald en die bestemd is om een eventueel wederbeleggingsfonds te stijven".

Artikel 13, tweede lid, van de door de Raad van State voorgestelde tekst (artikel 14 van het ontwerp).

Terwijl het ontwerp regelen stelt voor het opmaken, goedkeuren en controleren van de begroting, ontneemt artikel 14, tweede lid, met de bepaling : "De posten onder het hoofdstuk van de uitgaven zijn niet limitatief", alle bindende kracht aan de begroting en verlaagt het deze tot een gewone voorziening waarvan de bedrijven zouden mogen afwijken.

Deze bepaling strookt niet met de grondbeginselen van het voor overheidsdiensten geldende begrotingsrecht en dient te worden herzien.

.../...

Artikel 23, tweede lid, van de door de Raad van State voorgestelde tekst (artikel 24 van het ontwerp - Franse tekst).

De volzin die begint met de woorden "Avant de donner le visa...) moet aansluiten bij het eerste lid.

Artikel 25 van de door de Raad van State voorgestelde tekst -artikel 26 van het ontwerp).

De in dit artikel bedoelde dienst waarvan de benaming wijzigingen heeft ondergaan, moet worden vermeld met de benaming uit de meest recente wetgeving, namelijk Bestuur der Postchecks (wet van 6 juli 1971 houdende oprichting van de Regie der Posterijen).

*

Met inachtneming van deze opmerkingen stelt de Raad van State de volgende tekst voor waarin ook een aantal opmerkingen zijn verwerkt die alleen de vorm betreffen en geen commentaar behoeven en waarmede de gemachtigde van de Regering zijn instemming heeft betuigd.

.../...

"KONINKLIJK BESLUIT BETREFFENDE HET STATUUT VAN DE AGGLOMERATIE- EN FEDERATIEBEDRIJVEN.

Gelet op de wet van 26 juli 1971 houdende organisatie van de agglomeraties en de federaties van gemeenten, inzonderheid op artikel 59;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van ...

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

1. Instelling van de bedrijven.

Artikel 1.-

De instelling tot bedrijven ...

Bij het in artikel 59 van de wet van 26 juli 1971 bedoelde voorstel van de agglomeratie- of federatieraad wordt een reglement gevoegd dat het doel van het bedrijf, de regelen inzake de interne organisatie en de in artikel 7 bedoelde opdrachten van bevoegdheid bepaalt.

Artikel 2.-

Op de datum met ingang waarvan agglomeratie- of federatiediensten aangewezen worden om in bedrijf te worden geëxploiteerd, maakt het agglomeratie- of federatiecollege voor ieder van die bedrijven een algemene inventaris en een beginbalans op.

Artikel 3.-

De beginbalans omvat :

a. Aan de actiefzijde :

1° de contante waarde van de gronden, bouwwerken, installaties en materieel die aan het bedrijf zijn overgedragen om in zijn vastliggende activa te worden opgenomen;

2° de waarde, tegen kostprijs, van de voor wederverkoop bestemde activagoederen. Voor de goederen waarvan de kostprijs niet kan worden bepaald, wordt rekening gehouden met de onder 1° bepaalde waarde;

3° de te innen schuldvorderingen;

4° de ter beschikking van het bedrijf gestelde gelden.

b. Aan de passiefzijde :

1° de nog niet nagekomen verbintenissen;

2° de aan het bedrijf overgedragen reserves;

3° de aan het bedrijf overgedragen leningen;

4° het bedrag van de door de agglomeratie of de federatie reeds gefinancierde investeringen, waarvoor zij later terugbetaling of een intrest wenst te ontvangen;

5° het kapitaal van het bedrijf.

Artikelen 4 en 5.-

(tekst van het ontwerp).

Artikel 6.-

De agglomeratie- of federatieraad sluit de beginbalans van het bedrijf af binnen dertig dagen na de datum waarop zij is opgemaakt.

Die balans wordt ... is afgesloten, aan ... (voorts zoals in het ontwerp).

.../...

2. Beheer van de bedrijven.

Artikel 7.-

Het dagelijks bestuur van en het dagelijks toezicht op de bedrijven, kan in naam van het college door een of meer van zijn speciaal daartoe gemachtigde leden worden uitgeoefend.

(voorts zoals in het ontwerp).

Artikel 8.-

(tekst van het ontwerp - zie algemene opmerking).

Artikel 9.-

De bedrijven verrichten afschrijvingen ten bezware van de exploitatieuitkomsten ...

Wanneer het bedrag van de terugbetaling der leningen uitgaat boven het bedrag van de afschrijvingen, komt het verschil ten laste van de exploitatierekening.

Artikel 10.-

(zie algemene opmerkingen).

3. Begrotingen van de bedrijven.

Artikel 10 (artikel 11 van het ontwerp).

De agglomeratie- of federatieraad ...

Die begrotingen blijven gescheiden van de begroting van de algemene diensten van de agglomeratie of federatie; zij zijn afgestemd op het boekhoudplan bedoeld in artikel 16.

.../...

Zijn kredieten bestemd voor het verwezenlijken van een programma dat over meer dan een jaar loopt, dan worden de niet gebruikte saldi overgedragen op de begroting van het volgende dienstjaar.

Artikel 11 (artikel 12 van het ontwerp).

(Tekst van het ontwerp, maar men schrappe de woorden "mutatis mutandis").

Artikel 12 (artikel 13 van het ontwerp).

(tekst van het ontwerp).

Artikel 13 (artikel 14 van het ontwerp).

Eerste lid : tekst van het ontwerp.

tweede lid : zie de opmerking bij artikel 13.

Artikel 14 (artikel 15 van het ontwerp).

Tekst van het ontwerp behalve d) waar moet worden gelezen :

d) de betalingen voor werken, leveringen of diensten.

Artikel 15. (artikel 16 van het ontwerp).

Tekst van het ontwerp behalve c) waar moet worden gelezen :

c) de belastingen, taksen, vergoedingen en retributies van enigerlei aard,

en behalve g) waar de verwijzing naar artikel 10 moet worden vervangen door een verwijzing naar artikel 30.

.../...

4. Bedrijfsboekhouding :

Artikel 16 (artikel 17 van het ontwerp).

Tekst van het ontwerp, maar aan het slot van het artikel vervange men de verwijzing naar de artikelen 29 tot 31 door een verwijzing naar de artikelen 28 tot 31.

Artikelen 17 en 18 (artikelen 18 en 19 van het ontwerp).

Tekst van het ontwerp.

Artikel 19 (artikel 20 van het ontwerp).

Tekst van het ontwerp, maar in de Franse tekst van het eerste lid vervange men de woorden "certaines branches de recettes et de dépenses" door "certaines recettes et dépenses", en in die van het derde lid, de woorden "dont question" door "prévus". In het tweede lid schrappe men het woord "bovenbedoelde".

Artikel 20 (artikel 21 van het ontwerp).

Het beheer van de voorraden en grondstoffen van het bedrijf wordt in eenheden gevoerd en wordt door de agglomeratie- of de federatieraad toevertrouwd aan een personeelslid, magazijnmeester van het bedrijf genoemd.

Dat personeelslid heeft, onder meer, tot taak ...

De stand van de grondstoffen en voorraden wordt geverifieerd overeenkomstig artikel 27.

.../...

Artikel 21 (artikel 22 van het ontwerp).

Tekst van het ontwerp.

Artikel 22 (artikel 23 van het ontwerp).

De duplicaten van de facturen ... onder de in artikel 19 bedoelde geldophalers verdeelt.

De facturen vermelden het nummer van de postrekening van het bedrijf waarop de verschuldigde bedragen gestort of gegireerd moeten worden, alsmede het inschrijvingsnummer voor de belasting over de toegevoegde waarde.

Artikel 23 (artikel 24 van het ontwerp).

Wanneer de uitgaven voor werken, leveringen en diensten niet het gevolg zijn van contracten of aanbestedingen die aan de vastlegging voorafgingen, moeten bestelbons opgemaakt worden : deze bestelbons worden door de gemachtigde van het agglomeratie- of federatiecollege geviseerd vooraleer zij ten uitvoer gelegd worden.

Op die bons wordt vermeld door welke dienst de uitgave wordt voorgesteld en welke haar bestemming is. De gemachtigde kan of de gemachtigden kunnen steeds het voorstel aan voornoemd college voorleggen alvorens het visum te verlenen dat aan de vastlegging voorafgaat.

Bedraagt de uitgave minder dan ...

Vooraleer de aanbestedingen en contracten worden uitgevoerd, worden zij onderworpen aan dezelfde goedkeuringen als de uitgaven van de algemene diensten van de agglomeratie of federatie.

.../...

Artikel 24 (artikel 25 van het ontwerp).

Tekst van het ontwerp, maar in de Franse tekst van het tweede lid vervange men het woord "liquidation" door "paiement". In het derde lid vervange men het woord "vereffening" door "betaling" en het woord "gedelegeerde" door "gemachtigde". In het vierde lid vervange men de verwijzing naar artikel 20 door een verwijzing naar artikel 19.

Artikel 25 (artikel 26 van het ontwerp).

Tekst van het ontwerp. Zie algemene opmerkingen.

Artikel 26 (artikel 27 van het ontwerp).

Tekst van het ontwerp, maar in het tweede lid van de Franse tekst leze men : "entrant dans le cadre ...".

Artikel 27 (artikel 28 van het ontwerp).

Tekst van het ontwerp, maar men leze "gemachtigde" in plaats van "gedelegeerde" en verwijze naar artikel 20 in plaats van naar artikel 21.

Artikel 28 (artikel 29 van het ontwerp).

Tekst van het ontwerp, maar in het tweede lid vervange men de verwijzing naar artikel 17 door een verwijzing naar artikel 16.

.../...

Artikel 29 (artikel 30 van het ontwerp).

Tekst van het ontwerp.

Artikel 30 (artikel 10 van het ontwerp).

Zie de algemene opmerkingen bij artikel 10.

Artikel 31.-

Tekst van het ontwerp.

Artikel 32.-

Tekst van het ontwerp, maar men vervange de verwijzing naar artikel 10 door een verwijzing naar artikel 30.

Artikel 33.-

Tekst van het ontwerp.

Artikel 34.-

De gemachtigden van de toezichthoudende overheid kunnen ter plaatse en te allen tijde inzage nemen van de boeken, bescheiden en stukken die betrekking hebben op het beheer van het bedrijf.

Artikelen 35 en 36.-

Tekst van het ontwerp".

La chambre était composée de

Messieurs : J. MASQUELIN, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

H. ROUSSEAU, conseillers d'Etat,
J. van den BOSSCHE, staatsraden,

R. PIRSON, assesseurs de la section de législation,

C. DESCHAMPS, bijzitters van de afdeling wetgeving,

Madame : J. TRUYENS, greffier.
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J. van den BOSSCHE.

Le rapport a été présenté par M. A. LOUIS, premier auditeur.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. van den BOSSCHE.

Het verslag werd uitgebracht door de H. A. LOUIS, eerste auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. TRUYENS. J. MASQUELIN.